

UN RAPPORT DE LA WILAYA LE DÉTAILLE

La santé à Tipasa en chiffres

La cellule de communication de la wilaya de Tipasa a rendu publique une communication portant sur le secteur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, une situation qui a été examinée par le récent Conseil de wilaya.

Rappelons qu'en notre qualité de correspondant de la presse locale, nous ne sommes plus conviés à ce type de réunion, qui furent dans le passé une riche source d'informations officielles, aujourd'hui tarie, si ce n'est de recourir aux rapports de la cellule de communication.

De ce qui précède, plusieurs aspects de ce secteur de la santé ont été communiqués, notamment la situation démographique, l'organisation des structures hospitalières publiques et privées, les ressources humaines, l'évaluation des actions préventives et l'état des projets d'investissement. Ainsi, selon ce communiqué, le recensement de la population au 30 juin 2016 indique

qu'elle s'élève à 672 157 habitants repartis sur une superficie de 1 707 km² soit une densité de 3 944 habitants/km². Cela se traduit par un taux de 57,95% de la population qui vit dans les chefs-lieux et 42,05% qui vivent dans les zones rurales et semi-urbaines.

Ces informations révèlent un déséquilibre spatial et des disparités dans la densité entre la zone Est avec 2 000 habitants/km² et 100 habitants/km² pour la partie Ouest.

Toujours selon ce communiqué, la couverture médicale de la wilaya se rapproche de la moyenne nationale avec 2,02 lits pour 1 000 habitants, une polyclinique pour 32 007 habitants, 1 salle de soins pour 6 858

habitants, un médecin généraliste pour 940 habitants, 1 agent paramédical pour 325 habitants et une sage-femme pour 955 habitants.

Ce communiqué précise que la wilaya de Tipasa dispose de 7 établissements hospitaliers, 4 établissements publics de santé de proximité et 98 salles de soins.

S'agissant du secteur privé, le communiqué en notre possession précise que la wilaya de Tipasa compte 6 centres d'hémodialyse et 65 générateurs répartis entre 4 communes, 151 cliniques privées spécialisées ainsi que 96% de praticiens spécialisés privés dans 6 communes alors que 17 communes en sont dépourvues.

Dans ce communiqué, l'accent a été mis sur le déficit dans le corps paramédical notamment concernant les manipulateurs de radiologie, les anesthésistes réanimateurs et les

infirmiers de santé publique. Les statistiques communiquées ne permettent pas une analyse comparative annuelle ou selon les normes nationales, internationales ou par rapport aux autres régions d'Algérie en matière de santé. C'est ainsi qu'on nous informe dans ce communiqué qu'il y a eu 2 293 140 consultations pratiquées (urgences, médecine générale, médecine spécialisée) dont 254 635 en médecine spécialisée. Les accouchements ont atteint un chiffre de 10 067 en 2016.

On nous informe, par ailleurs, que la wilaya dispose d'une capacité de 945 lits d'hospitalisation où il a été enregistré 42 620 patients hospitalisés qui ont passé 172 724 jours.

Le communiqué reçu, rappelle l'intervention du wali de Tipasa qui a signalé que 75 salles de soins nécessitent des travaux de réfection, notamment le ravalement, la peinture et

l'étanchéité, travaux qui seront pris en charge sur les budgets locaux en fonction des disponibilités financières.

Le wali aurait ordonné aux chefs de daïra de prévoir des enveloppes financières pour la réhabilitation des unités de dépistage scolaire (UDS) qui se trouvent dans un état de vétusté avancé en ordonnant aux responsables concernés de faire l'inventaire de ces structures et de proposer des devis estimatifs.

Toujours selon ce communiqué et s'agissant des déchets hospitaliers, le wali aurait demandé au Directeur de la santé de veiller à l'application des dispositions réglementaires en la matière et de prendre des mesures en cas d'infraction avérée et d'orienter les structures sanitaires de Gouraya et Damous vers l'hôpital psychiatrique de Nador qui dispose d'un incinérateur.

Houari Larbi

JOURNÉE MONDIALE DES DROITS DES CONSOMMATEURS À NAÂMA

La consommation à l'ère technologique

Sous le haut patronage du ministre du Commerce et du wali de Naâma, la Direction locale du commerce a, à l'occasion de la Journée internationale des droits des consommateurs, organisé une journée d'étude, sous le thème «les droits des consommateurs à l'ère numérique».

Cette journée a été organisée dans l'amphi du centre universitaire Salhi-Ahmed de Naâma, où plusieurs sujets ont été abordés par les professionnels, partenaires et autres spécialistes dans la consommation des technologies qui sont intervenus durant la tenue des conférences.

Les interventions ont été axées notamment, sur les tendances et les enjeux dans le monde des télécommunications, la protection et la préservation des droits du consommateur dans le domaine

des nouvelles technologies, à l'exemple d'un meilleur service et une meilleure qualité de l'internet, de la téléphonie et d'autres technologies consommables, qui sont régies par des dispositions législatives et réglementaires particulièrement la loi n°09-04 du 5 août 2009 portant les règles particulières relatives à la prévention et la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication, le projet de loi sur le e-commerce et du droit du consommateur à l'accès

aux nouvelles technologies de l'information. Mais, faut-il, dans ces cas, engager le rôle des cybers, les associations, encore plus, la responsabilité des parents vis-à-vis des enfants internautes ? s'est interrogé un intervenant.

Pour rappel, la date de cette journée internationale a été choisie pour souligner l'anniversaire de la déclaration du président des Etats-Unis John F. Kennedy, en 1962, à propos des droits des consommateurs.

Lors de cette occasion, il a déclaré que les consommateurs ont le droit de choisir, le droit d'être informés, le droit à la sécurité et le droit d'être entendus. Depuis ce temps, les droits des consommateurs se sont consolidés et davan-

tage de lois et de ressources existent pour défendre leurs intérêts.

En Algérie, le gouvernement par la voie de son ministère du Commerce ne cesse d'entreprendre des actions de prévention, de sensibilisation et d'information et continue d'instaurer des lois pour la préservation et la protection du consommateur.

Notons enfin, que la Direction du commerce de la wilaya de Naâma a dans la journée du 13 mars dernier, organisé une journée d'étude similaire sous un autre thème portant sur les différents types de réseaux de distribution et leur apport à la définition d'un marché concurrentiel structuré.

B. B.

MOSTAGANEM

Un parc urbain pour le bas d'El Matmar

Les travaux seront entamés bientôt sur un îlot à El Arsa au pied du mausolée Bey Mustapha-Bouchelaghém et consisteront à démolir une partie de l'ancestrale bâtisse connue sous le nom de la garnison du génie et permettre la réalisation d'un vaste jardin public qui sera composé d'une succession de larges plateformes montant en escalier public du bas de l'oued Aïn Sefra jusqu'à la route principale des Citronniers.

«Le quartier va enfin respirer» ont déclaré les riverains des suites de la visite surprise du wali Abdelouahid Temmar venu s'enquérir avant-hier lundi de l'étude du projet du bas de l'oued Aïn Sefra qui sera profondément transformé.

Bien décidé à mener à bien ce projet de requalification urbaine, le wali va lancer, sans attendre la procédure d'appel d'offres pour la première phase du projet qui concerne la démolition des anciennes bâtisses offrant une image hideuse de ce quartier, et la restauration du mausolée Bey Mustapha-

Bouchelaghém et de son épouse Lalla Aïchouche, et la revalorisation du vestige historique des remparts de la muraille de l'ex caserne du génie datant de l'époque coloniale. «Nous avons provisionné un devis estimatif de 250 000 000 DA pour le faire», précise le chargé et l'exposant de ce projet. Ce parc de loisirs va aérer le quartier des Citronniers et offrir une image agréable de cette cité.

«Pour la seconde phase du projet à savoir l'aménagement paysager du jardin public, il faudra en revanche patienter au

minimum quelques mois. On a également estimé que cet aménagement nécessiterait un autre investissement. Mais le résultat final sera vraiment superbe», conclut le chargé du projet en dévoilant avec fierté l'esquisse de ce plan qui va agrémenter davantage la ville des Mimosas.

A. B.

ORAN

150 camions à benne à l'arrêt en raison d'une grève

Les opérateurs privés, liés par une convention avec l'APC d'Oran, pour la collecte des ordures, sont tout simplement à l'arrêt depuis hier en raison d'un mouvement de grève illimité.

En effet, ces opérateurs propriétaires de camions à benne, en tout 150, acquis dans le cadre du dispositif Ansej, et censés pallier des insuffisances de moyens de la division hygiène et assainissement (DHA) de la ville d'Oran, affirment n'avoir pas été payés, depuis plusieurs mois et certains même depuis plusieurs années.

D'où leur arrêt de travail qui n'est pas passé inaperçu, s'étant regroupés avec leurs camions à l'entrée des locaux de la DHA, espérant voir leur situation régularisée au plus vite car se trouvant du coup plongés dans une situation sociale critique.

Ces opérateurs avec qui des conventions ont été signées et avec un cahier des charges assurent la collecte des ordures au niveau de plusieurs quartiers de la ville d'Oran, notamment la périphérie.

Fayçal M.

Remerciements

Ne pouvant répondre individuellement aux innombrables marques de sympathie qui lui ont été témoignées et à tous ceux qui ont compati à sa douleur à la suite de la perte de sa sœur, le Colonel Mustapha El-Habiri, tout en leur exprimant ses plus sincères remerciements, en son nom et en celui de tous les membres de sa famille et proches parents, les prie de trouver, dans le présent message, le témoignage de toute sa gratitude et reconnaissance.